

Madame la Directrice Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,



En tout premier lieu, l'UNSA Education tient à souhaiter une bonne rentrée ainsi qu'une excellente année scolaire à l'ensemble des personnels des écoles, collèges et lycées, mais aussi aux personnels administratifs de la DSDEN et du Rectorat. Car c'est bien sur la seule bonne volonté de tous ces personnels que repose le bon déroulement de cette rentrée !

Si l'année 2023-2024 a été sans aucun doute la plus marquante en matière de politique éducative chaotique depuis de nombreuses années (nous pourrions nous rappeler les quatre ministres en un an mais ce serait finalement très réducteur des séquelles réelles laissées par une année qui a coûté beaucoup à la profession), cette année scolaire 2024-2025 qui débute sans « capitaine de bateau » ne laisse une nouvelle fois rien présager de bon.

Si notre Ministre démissionnaire a tenté, lors de sa conférence de presse de rentrée, d'apaiser une communauté éducative éreintée par une valse de ministres et une succession de réformes, nous ne pouvons que questionner le sens d'une telle démarche d'une part, par la précarité de la situation politique, et d'autre part par la volonté de conserver des orientations largement rejetées par les professionnels de l'éducation.

Alors que le Président de la République appelle à un esprit de responsabilité, l'UNSA Education appelle à ne pas poursuivre une fuite en avant.

Malgré quelques atténuations, le « choc des savoirs », l'évaluation chronique et chronophage, le coûteux service National Universel (SNU), ou encore Le Pacte du « travailler plus pour gagner plus » sont mis en avant comme si de rien n'était. Il est grand temps de stopper la déconnexion politique avec la profession. Stop aux choix politiques ! Nous avons besoin de choix pédagogiques en adéquation avec les besoins de nos élèves et des personnels !

La stabilité ne peut pas être la continuité. Il est impératif de changer de cap sur les politiques éducatives et de jeunesse et surtout, d'adopter une méthode nouvelle qui respecte l'ensemble de nos collègues engagées au quotidien dans les établissements, les services.

Nous souhaitons également aborder un thème peut être plus loin de nos préoccupations locales, mais qui impacte directement nos collègues dans leurs écoles et établissements au quotidien : le financement « caché » de l'école privée. En effet, quand on apprend que les établissements privés ont bénéficié d'1,2 milliard d'euros de financement public supplémentaire entre 2016 et 2023 (permettant d'améliorer le bâti scolaire ou de renforcer les aides sociales - ce dont nous aurions bien besoin dans le public !), l'enseignement public continue à se serrer la ceinture (coupe budgétaire de 700 millions annoncée en mai dernier par Mme Belloubet) !

Quand on a connaissance du contexte que traverse l'école publique depuis 2017 (crise du recrutement, moyens qui ne sont pas à la hauteur des défis toujours plus grands qui sont

proposés à une école publique qui se veut inclusive...), on se demande comment on pourrait faire mieux pour tous et toutes avec moins et dans des conditions dégradées ?

Certes, les circuits de financement (collectivités ou Etat) ne sont pas les mêmes mais force est de constater que, sur le fond, l'enseignement privé obtient au bout du compte une augmentation de ses moyens quand on demande à l'école publique de faire toujours plus d'économies.

Cette iniquité est d'autant plus grande quand on connaît l'absence de contrainte qui pèse sur l'enseignement privé quant à la nécessité de respecter la mixité sociale, aggravant mécaniquement une forme de ségrégation scolaire voire de séparatisme scolaire.

En conclusion, Madame la Directrice Académique, vous reconnaîtrez certainement avec nous qu'il faut une vraie politique pour l'École pour tous afin d'éviter le rejet. L'École se doit d'accueillir tous les élèves dans leur diversité. Pour ce faire, le SE-Unsa avec sa fédération l'UNSA Education revendiquent une politique de l'École pour tous à la hauteur de l'ambition et des enjeux. Il faut donc des moyens pour accompagner les enseignants au quotidien. Il faut des professionnels du secteur éducatif et médical pour identifier les troubles des élèves en situation de handicap et les prendre en charge à l'École ou en dehors de l'École en fonction de la situation de chaque jeune. C'est pourquoi l'UNSA Education demande l'ouverture de places dans les établissements médicosociaux. Aujourd'hui beaucoup repose sur l'action de l'enseignant avec les AESH même lorsque les troubles et les difficultés ne sont pas de leur ressort.

De nombreux enseignants souffrent de situations inextricables auxquelles l'Institution doit répondre urgemment.

Merci de votre attention.

Restons engagé.e.s pour l'Ecole Publique !

Pour l'UNSA Education 94 :

B. DIAZ et L. BAYSSIERE

